



3^{eme} COMMUNIQUE

Bamako, le 31 Octobre 2019

Observation du Dialogue National Inclusif dans les huit (8) Régions et le District de Bamako

I. Contexte :

La Coalition pour l'observation Citoyenne des Elections au Mali dans la poursuite de sa mission de veille citoyenne a observé les phases communales et locales du Dialogue National Inclusif.

Cette observation a été faite à travers l'élaboration d'une grille sur les différents aspects tout en tenant compte des Termes de références du Dialogue National Inclusif. Cette grille a été renseignée par les observateurs déployés dans les localités couvertes par la COCEM. Les informations recueillies ont été analysées au niveau du bureau de la coalition qui a par la suite produit deux (2) communiqués dans lesquels elle expose ses constats et recommandations pour l'amélioration des autres phases du Dialogue National Inclusif.

La COCEM a couvert cent quatre-vingt-quinze (195) Communes et quarante-trois (43) cercles plus les six (6) communes du District de Bamako.

Conformément au chronogramme annoncé par le Comité d'organisation, les travaux pour la phase régionale et le District de Bamako ont débuté le lundi 21 octobre 2019.

La COCEM a déployé dix-huit (18) observateurs formés pour l'observation des travaux du Dialogue au niveau des régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal et le District de Bamako. A la suite de ces observations, la COCEM relève les constats suivants :

II. Participation

○ **Présence des parties prenantes**

De façon générale, les acteurs cités dans les termes de référence ont été conviés au Dialogue dans les différentes régions et le District de Bamako. Cependant, les observateurs de la COCEM ont noté l'absence de certains partis politiques de l'opposition dans les différentes régions et le District de Bamako. Il s'agit de :

A Kayes : URD¹, SADI², RPDM³, CNID⁴ FYT, PRVM⁵ Fasoko ; CNAS⁶ Faso, MPR⁷, MODEC⁸, PIDS⁹

A Sikasso : URD, MPR, CNID FYT, RPDM

A Ségou : URD, SADI, FARE ANKA Wili, MPR, RPDM, CNID

A Mopti : ADP Maliba, CNID FYT

A Gao : MPR, URD

A Koulikoro et Tombouctou : URD

A Kidal : URD, ADEMA, SADI

Au District de Bamako: URD, FARE ANKA WILI¹⁰

Les observateurs de la COCEM ont aussi noté l'absence de certains acteurs de la société civile dans les régions observées.

○ **Présence des médias**

Les observateurs de la COCEM ont noté la présence des organes de presse publics et privés dans toutes les régions observées en plus du District de Bamako.

III. **Sécurité des lieux**

Dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Gao et Tombouctou, la couverture sécuritaire des lieux de Dialogue était assurée par les forces de l'ordre malienne notamment : la Police, la Gendarmerie, la Garde Nationale et la Protection civile. A Kidal la sécurité du gouvernement était assurée par la CMA¹¹ comme pour les phases précédentes du Dialogue National Inclusif.

IV. **Organisation du Dialogue**

Les observateurs de la COCEM ont relevé que :

¹ Union pour la République et la Démocratie

² Solidarité Africaine pour la Démocratie et l'Indépendance

³ Rassemblement Pour le Développement du Mali

⁴ Congrès National d'Initiatives Démocratique

⁵ Parti Pour la Restauration des Valeurs au Mali

⁶ Convention Nationale pour une Afrique Solidaire-Faso Hèrè

⁷ Mouvement Patriotique pour le Renouveau

⁸ Mouvement pour un Destin Commun

⁹ Parti pour l'Indépendance, la Démocratie et la Solidarité

¹⁰ Forces Alternatives pour le Renouveau et l'Emergence, An ka Wuli

¹¹ Coordination des Mouvement de l'Azawad

- Les termes de références ont été partagés avec tous les participants dans toutes les régions et le District de Bamako. Les résolutions du Dialogue National au niveau cercles et communes du District de Bamako n'ont pas été partagées avec les participants dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Gao, Tombouctou et le District de Bamako. Cependant, les observateurs de la COCEM ont noté les spécificités suivantes :

Dans la Région Kayes, certains rapporteurs de la phase cercle du Dialogue ont pris l'initiative de lire les résolutions/recommandations concernant la thématique attribuée à leur groupe afin d'alimenter les débats. Cela n'a pas été le cas dans tous les groupes en ce sens que certains participants n'ont pas accepté l'approche compte tenu du temps imparti. Ils ont préféré lancer directement les discussions sur la thématique du groupe.

Dans la région de Koulikoro avec l'aval de l'assemblée, les rapporteurs ayant participé à la phase cercle du Dialogue ont fait un travail de compilation des résolutions/recommandations de la phase cercle qui a par la suite été soumis à l'assemblée pour enrichissement. Par contre cela n'a pas été le cas dans la région de Tombouctou où les participants ont refusé cette approche et ont proposé de nouvelles idées.

Dans les Régions de Sikasso, Gao et le District de Bamako, les résolutions/recommandations de la phase cercle et des communes du District n'ont pas été discutées. Les travaux de groupes ont porté sur de nouvelles réflexions.

- Dans toutes les régions et le District de Bamako excepté Koulikoro, les participants ont constitué des groupes de travail pour discuter les différentes thématiques. A Koulikoro, toutes les discussions ont été faites en plénière.
- Les communications ont été faites en français et en langues locales pour faciliter la compréhension des participants. La COCEM estime une fois de plus que cela peut constituer un risque de déformation du contenu des TDRs et autres documents de travail du fait que des traducteurs qualifiés n'étaient pas prévus pour faire ce travail.
- L'affectation des participants dans les groupes de travail s'est faite par volontariat dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Gao et Tombouctou. Dans les régions de Mopti et Kidal cela a été fait par désignation d'une manière aléatoire par les facilitateurs.
- Dans toutes les régions observées en plus du District de Bamako, les observateurs ont relevé que les six thématiques prévues dans les Termes de Référence ont été débattues. En plus de ces thèmes, les participants ont eu la latitude de débattre sur d'autres aspects tels que l'exode rurale, la migration, la résilience au changement climatique dans certaines localités.

- Dans les régions de Ségou, Gao et Tombouctou, les travaux ont été facilités par des experts du ministère et dans le District de Bamako par le gouverneur. Cependant, dans les régions de Kayes et Sikasso la facilitation a été faite par les autorités administratives (Président du conseil régional et de cercle). Les observateurs de la COCEM ont rapporté que la facilitation a été faite par une personne ressource à Kidal et par une personne désignée parmi les participants à Koulikoro.
- Les travaux se sont tenus au cours des deux jours (21 et 22 octobre) dans les localités observées. Ce délai n'était pas suffisant pour évacuer en profondeur toutes les thématiques du Dialogue.

V. Qualité et déroulement des débats :

La qualité de la facilitation a été jugée bonne dans toutes les localités observées en ce sens que les observateurs ont retenu que les participants ont pu s'exprimer au cours des différentes phases pendant les deux jours du Dialogue sans entraves. Cependant, dans certaines localités, les observateurs de la COCEM ont noté que seul les membres des différents travaux de groupe avaient la latitude de faire des rajouts après le rapportage en plénière sur la thématique attribuée au groupe pour des contraintes de temps.

Outre cela, les observateurs ont rapporté quelques insuffisances relatives aux indemnités de déplacement dans les Régions de Kayes, Koulikoro, Mopti et Gao. Cela a eu un impact sur le déroulement de l'activité surtout dans la région de Kayes où les travaux ont dû être suspendus le second jour pendant quelques heures.

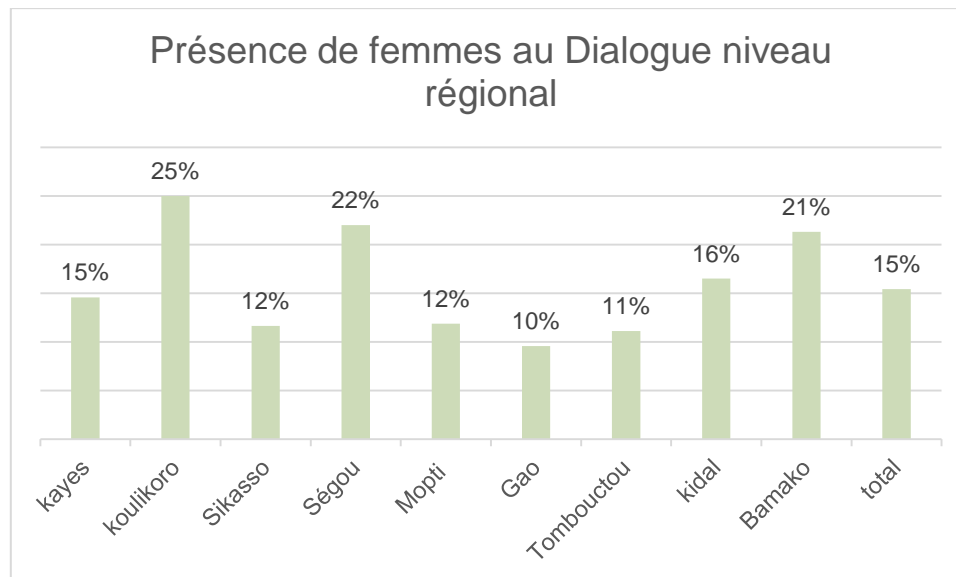
Dans la plupart des localités observées, les résolutions/recommandations de la phase cercle et communes pour le District de Bamako n'ont pas été discutées pour permettre aux dires des observateurs de recueillir de nouvelles idées avec ces nouveaux participants. Toutefois, il faut signaler le risque que cela constitue en termes de répétition des mêmes idées et aussi la non prise en compte de certaines recommandations qui reflètent les réalités des différentes localités.

VI. Constats :

- Le Dialogue a pu se tenir dans les 8 régions administratives et dans le District de Bamako comme prévu ;
- La facilitation des travaux du Dialogue en langues locales, sans que des dispositions idoines soient prises pour l'accompagner, présente un risque de déformation du contenu traduit d'une langue à une autre ;
- La facilitation des travaux a été assurée dans la majorité des cas par des officiels rarement par des personnes ressources indépendantes ;
- Les résolutions/recommandations de la phase cercle du Dialogue National Inclusif n'ont pas été partagées à temps avec les participants.
- Les Présidents, vice-présidents et rapporteurs des cercles et des communes pour le District de Bamako où a lieu le Dialogue National Inclusif étaient présents dans toutes

les localités (Régions et District de Bamako) observées. La COCEM salue une fois de plus cette conformité aux termes de référence et pense que cela permet de contribuer à la remontée des recommandations de la phase Locale.

- Il a été observé l'absence des représentants de certains partis politiques de l'opposition dans les régions observées en plus du District de Bamako
- Il a été observé à Bamako que les officiels avaient plus de temps lors de leurs interventions que les autres participants.
- La COCEM note une faible présence des femmes dans le Dialogue au niveau régional. Ceci étant que seulement 15% des participants étaient des femmes. La plus grande représentativité des femmes a été observée à Koulikoro avec 25% femmes présentes et la plus faible à Gao avec 10% de femmes.



- Les observateurs ont noté que peu de temps a été consacré aux débats dans la région de Gao et que certains participants ne savaient pas réellement l'objet de leur présence.

VII. Recommandations :

Pour un meilleur rendement du processus de Dialogue National Inclusif, La COCEM recommande les mesures ci-après :

1. Engager des traducteurs qualifiés pour la traduction en langues locales ;
2. Faire une large diffusion et mettre à disposition tous les documents techniques afférents au Dialogue National Inclusif à temps pour une exploitation judicieuse et efficace avant la date retenue pour les étapes des régions et les assises nationales ;
3. Prendre toutes les dispositions pour poursuivre les contacts et pourparlers avec les forces politiques de l'opposition pour assurer leur participation au Dialogue National Inclusif et satisfaire ainsi le caractère inclusif du Dialogue ;
4. Favoriser la facilitation par des personnes ressources neutres et indépendantes ;
5. Veiller à la prise des dispositions pour résoudre le problème d'indemnités des participants.
6. Veiller à accorder plus de temps aux débats et permettre à tous les participants y compris ceux n'ayant pas participé aux travaux de groupe de faire des rajouts.
7. Multiplier les efforts pour une plus grande participation des jeunes et des femmes.
8. Veiller à ce que les résolutions/recommandations de la phase régionale du Dialogue National Inclusif soient remontées et partagées avec tous les participants pour nourrir les discussions au niveau national comme prévu.

Présidente de la COCEM
Madame SYLLA Fatoumata S. DICKO 0022376233420
Chargé de communication et de la plateforme technologique
Salia K. TRAORE 0022376343025